

## Enquête : 2/4 L'hôpital, objet de convoitises des labos



Carton rouge. C'est avec cette sanction symbolique - à valeur d'exemple - que l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), premier centre hospitalier de France, met en garde les médecins qui se retrouvent dans des situations de **liens d'intérêts**<sup>1</sup> qu'elle juge "excessifs", car trop visibles, avec les laboratoires pharmaceutiques. Martin Hirsch, le directeur général, en dispense en moyenne six par an. Même si l'AP-HP est pionnière en France en la matière, cela reste peu au regard de la fréquence de ces

liens. Selon notre enquête, pas moins de 73 % des médecins de l'AP-HP entretiennent des liens d'intérêts avec des laboratoires.

**77,5 % des médecins hospitaliers sont en lien avec les labos dans l'ensemble des centres hospitaliers universitaires (CHU)**

Ils sont plus nombreux encore à l'échelle de l'Hexagone : en moyenne, 77,5 % des médecins hospitaliers sont en lien avec les labos dans l'ensemble des centres hospitaliers universitaires (CHU) ! Ces données exclusives, extraites par Alternatives Economiques avec l'aide des associations *Regards citoyens* et *Formindep*<sup>2</sup>, reflètent la forte pénétration des délégués commerciaux des laboratoires au sein des hôpitaux. Elles pointent aussi un système encore très opaque de circulation des financements pour la recherche. Il faut dire que pour les labos, l'hôpital est une cible stratégique sur le marché français.

### Un marché moteur

En France, les médicaments sont écoulés soit **via** les pharmacies, où les patients se rendent après la consultation (ou pas) d'un médecin, soit **via** les hôpitaux. Le marché hospitalier représentait 7,4 milliards d'euros en 2016, sur un chiffre d'affaires total du médicament en France de 27,6 milliards d'euros, soit un peu plus d'un quart, selon un rapport de *Xerfi*<sup>3</sup>. Mais surtout,

*"Les laboratoires sont prêts à tous les "sacrifices" pour que les médicaments soient prescrits en première intention à l'hôpital, car ils savent que le renouvellement est ensuite quasi*

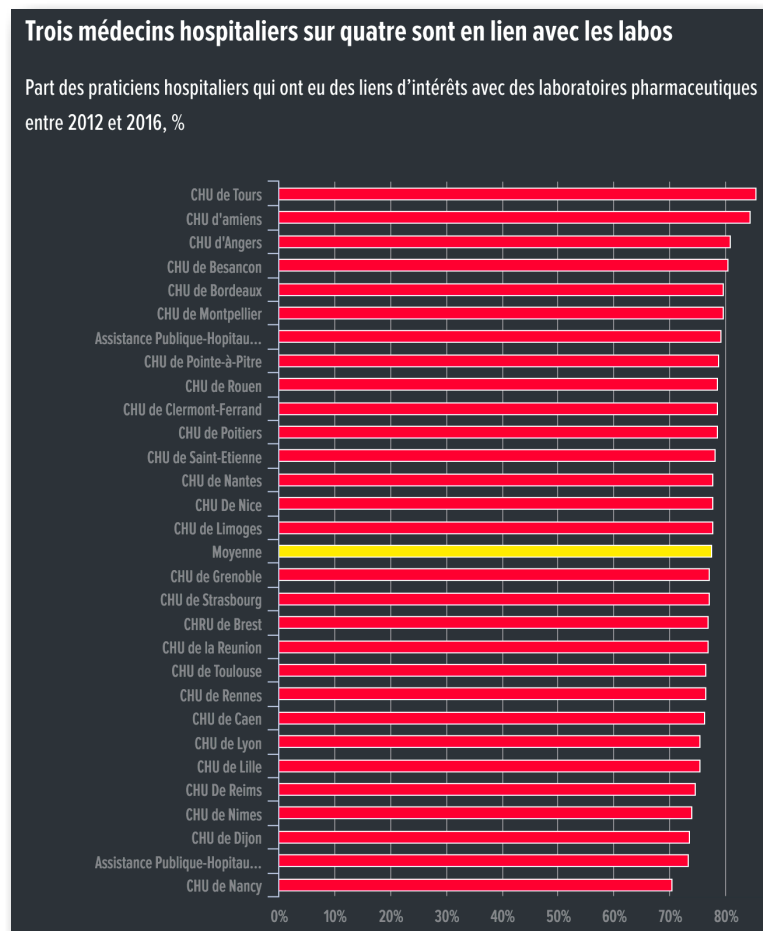
<sup>1</sup> Convention (accord impliquant des obligations de part et d'autre, comme une activité de formation ou de recherche), avantage (don de matériel, repas, transport, hébergement, etc.) ou rémunération (en contrepartie de la réalisation d'un travail ou d'une prestation).

<sup>2</sup> Formindep est une association pour une formation médicale indépendante au service des seuls professionnels de santé et des patients.

<sup>3</sup> "Les laboratoires pharmaceutiques", Xerfi France, mai 2017.

automatique par les médecins de ville", explique Etienne Caniard, ancien membre de la Haute autorité de santé, dans un récent ouvrage<sup>4</sup>.

De fait, jusqu'à la moitié des prescriptions des généralistes en médecine de ville sont prédéterminées par celles des médecins hospitaliers<sup>5</sup>.



Trois médecins hospitaliers sur quatre sont en lien avec les labos

Ces derniers sont par conséquent au centre des attentions des laboratoires.

Parmi les "avantages" les plus courants qui leur sont octroyés, il y a l'invitation à des colloques, dont le coût moyen s'élève à 1 211 euros, selon l'AP-HP. Faute de budget public, la formation médicale des praticiens continue en effet à être financée à hauteur de 98 % par l'industrie pharmaceutique, selon l'Igas<sup>6</sup>.

"Si la qualité scientifique de ces colloques n'est pas forcément remise en cause, c'est surtout l'occasion pour les labos de promouvoir leur nouveau médicament dans une logique marketing, en insistant peu sur les contre-indications et les effets secondaires", affirme Paul Scheffer, du Formindep.

## Des "associations de service" opaques

Mais le principal intérêt des laboratoires pharmaceutiques est ailleurs.

"La participation des médecins hospitaliers à la recherche clinique et leur influence nous importent davantage que leurs prescriptions", affirme un dirigeant d'une grande entreprise pharmaceutique.

Pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché (AMM) d'un médicament, un laboratoire doit en effet effectuer des essais cliniques, qui sont encadrés par des normes internationales et doivent obligatoirement avoir lieu en CHU. D'où la nécessité pour les industriels de trouver des équipes médicales au sein de ces établissements. Depuis 2014, les sommes versées à l'hôpital pour la

<sup>4</sup> *Mieux soignés demain*, par Etienne Caniard, Cherche midi, 2016.

<sup>5</sup> "L'information des médecins généralistes sur le médicament", par Pierre-Louis Bras, Pierre Ricordeau, Bernadette Rousille et Valérie Saintoyant, rapport de l'Igas n° RM 2007-136P, septembre 2007, page 23.

<sup>6</sup> "Mission relative à l'organisation juridique, administrative et financière de la formation continue des professions médicales et paramédicales", rapport de l'Igas n° 2006 002, janvier 2006.

réalisation de ces essais cliniques sont en principe perçues par l'établissement de santé **via** un fonds spécifique. Auparavant, le médecin touchait en plus une rémunération qui était versée directement par le laboratoire *via* une association dite "de service".

### □ Zoom Conflit d'intérêts : un début de prise de conscience

En matière de prévention des conflits d'intérêts, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) est une des pionnières en France. Elle a publié un rapport en mars 2016 ("*Les conflits d'intérêts au sein de l'AP-HP. Mieux les connaître, mieux les prévenir*", mars 2016), préconisant une série d'actions pour les prévenir. C'est aussi un des trois seuls CHU, avec celui de Toulouse et de Poitiers, à avoir répondu à nos sollicitations, parmi les 29 contactés.

Au CHU de Poitiers, plus de 78 % des médecins entretiennent des liens d'intérêts avec les laboratoires (voir tableau). Une proportion importante qui s'explique par "le dynamisme de notre service de cancérologie, particulièrement ciblé par les laboratoires", estime Charles de Bideran, directeur des affaires médicales du CHU. Car les traitements contre cette maladie font partie des plus onéreux. D'où l'intérêt d'orienter les ordonnances des oncologues...

Mais ces associations de service perdurent. Rien qu'à l'AP-HP, elles seraient plusieurs centaines, selon le rapport de l'établissement<sup>7</sup>. Au CHU de Toulouse, leur nombre est estimé à 130. Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP dénonce leur existence comme des lieux "*par lesquels des budgets opaques transitent*". Depuis 2015 - date à laquelle a été créée une fondation pour recueillir les fonds de recherche au sein de l'AP-HP -, seule une dizaine d'associations de service ont mis fin à leur activité propre, ce qui représentait déjà un budget non négligeable de 3,7 millions d'euros par an.

**"La solution viendra le jour où les pouvoirs publics créeront un fonds en prélevant un pourcentage du chiffre d'affaires aux laboratoires, et en le gérant paritairement"**

*"Pour une recherche médicale en toute indépendance, la solution viendra le jour où les pouvoirs publics prendront conscience de la nécessité de créer un fonds en prélevant un pourcentage du chiffre d'affaires aux laboratoires, et en le gérant paritairement", estime Martin Hirsch.*

Un vœu pieux pour le moment. De son côté, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, assure :

*"Un travail de recensement des associations de service dans chaque hôpital est en cours. Le problème est en train de se résoudre via la création de fondations de recherche par les hôpitaux."<sup>8</sup>*

<sup>7</sup> "Les conflits d'intérêts au sein de l'AP-HP. Mieux les connaître, mieux les prévenir", AP-HP, mars 2016

<sup>8</sup> Lors de la rencontre organisée par l'Ajjs le 21 novembre 2017.

L'exemple de l'AP-HP montre qu'elles ne suffisent pas à mettre fin à ces pratiques d'associations de service.

L'association *Formindep* devrait publier en janvier 2018 un classement des hôpitaux qui tentent de prévenir les conflits d'intérêts.

*"Je veux être sûr que mes patients ne me soupçonnent pas de prescrire tel ou tel médicament parce que j'ai reçu la visite des laboratoires", explique Christian Guy-Coichard, praticien hospitalier et responsable de cette enquête.*

Selon lui, la liste des CHU bons élèves en matière de transparence devrait être courte...